

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

5 janvier 2026

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 2247)

Rejeté

N° CF229

**AMENDEMENT**

présenté par

M. Nicolas Bonnet, M. Amirshahi, Mme Arrighi, Mme Autain, Mme Balage El Mariky, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, M. Biteau, M. Arnaud Bonnet, Mme Chatelain, M. Corbière, M. Davi, M. Duplessy, M. Fournier, Mme Garin, M. Damien Girard, M. Gustave, Mme Catherine Hervieu, M. Iordanoff, Mme Laernoës, M. Lahais, M. Lucas-Lundy, Mme Ozenne, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, M. Roumégas, Mme Sandrine Rousseau, M. Ruffin, Mme Sas, Mme Sebaihi, Mme Simonnet, Mme Taillé-Polian, M. Tavernier, M. Thierry et Mme Voynet

**ARTICLE 18**

Supprimer l'alinéa 26.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement du groupe Écologiste et Social vise à supprimer la disposition proposant de renforcer le tarif réduit sur l'accise sur l'électricité dont bénéficient certains centres de données (datacenters).

Pour rappel, cette dépense permet aux centres de stockage de données répondant aux conditions prévues par l'article L. 312-70 du code des impositions sur les biens et services de bénéficier d'un tarif réduit sur l'accise sur l'électricité de 12 €/MWh au lieu du tarif normal de 20,90 €/MWh.

D'après RTE, la consommation d'électricité des datacenters en France s'élevait à 10 TWh en 2022, soit 2 % de la consommation française totale en électricité. Au tarif normal de 20,90 €/MWh, les datacenters devraient donc s'acquitter d'une accise sur l'électricité de 209 M€.

L'article 18 du projet de loi de finances pour 2026 propose de porter ce tarif à 10 €/MWh, ce qui constituerait un coût supplémentaire pour les finances publiques de plusieurs millions d'euros.

Rappelons que ces tarifs constituent autant de diminutions des recettes fiscales de l'État. Ils doivent donc être réservés en priorité à des infrastructures présentant un intérêt national ou collectif le justifiant.

Conformément au principe d'égalité devant l'impôt, et considérant que l'intérêt d'un datacenter pour la collectivité ne peut pas être établi a priori, il n'est pas justifié de proposer aux datacenters une diminution de l'impôt.